

nazioartea

ERAIKI

onain da garaia

DEZAGUN

LANGILEON

EUSKAL HERRIA

LABen azterketa nazioarteko egoeraren gainean

Análisis de LAB sobre la
situación internacional

*Analyse de LAB sur la
situation internationale*

LAB's analysis about the
international situation

Zbkia

**ZA
BAI
TZEN**

TS 20220

DOKUMENTAZIO
ZENTROA



MUNDUKO FEDERAZIO SINDIKALA

1.- LE CAPITALISME: UN ORDRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INJUSTE

Analyse de LAB

sur la situation
internationale

La situation internationale de ces quatre dernières années a été caractérisée par la crise du système capitaliste, qui a surtout touché les pays de l'Union Européenne (UE) et L'Amérique du Nord, mais avec des conséquences directes sur l'ensemble de la planète.

Il nous paraît important de rappeler que depuis ses origines le capitalisme a soumis des millions de personnes à des situations de crise économique et sociale, comme le démontrent les données suivantes, auxquelles pourraient s'y ajouter bien d'autres:

- 20% de la population mondiale la plus riche possède les trois quarts du revenu mondial tandis que 20% de la population la plus pauvre possède seulement 1.5% du revenu mondial
- Le nombre de personnes pauvres dans le monde est de 1,75 milliard (25% de la population mondiale)
- Les personnes souffrant de la faim dans le monde étaient en 2009 plus d'un milliard et depuis le début de la crise, ce chiffre a augmenté de 10 millions.
- 1 milliard de personnes (le double de la population totale de l'UE) n'a pas accès à l'eau potable.
- 2,6 milliards de personnes vivent sans dispositif d'assainissement.
- Un enfant qui naît aujourd'hui en Zambie a moins de chance de vivre jusqu'à 30 ans qu'un enfant en Angleterre en 1840. L'espérance de vie est moins longue de 35 ans en moyenne au Burkina Faso qu'au Japon.
- Dans le monde capitaliste, les femmes sont les plus pauvres: chaque année 530 000 femmes meurent pendant la grossesse; parmi les 870 millions de personnes analphabètes dans le monde, 500 millions sont des femmes.

Ces inégalités et injustices sociales ne diminuent pas au contraire, elles n'ont fait qu'augmenter depuis ces dernières années. Selon les données officielles, les différences sociales ont rejoint le niveau d'il y a 30 ans.

De plus, dans les pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis, la crise crée des phénomènes jusqu'alors "inconnus" dans ces pays comme la faim, l'absence d'assistance médicale et les expropriations qui se multiplient.

Il est important de souligner que la crise n'a pas touché tous les pays de la même façon. Ses effets ont été moins importants en Amérique latine ou dans les «économies émergentes» des pays BRIC¹.

Les Etats-Unis représentent toujours la plus grande puissance mondiale et ne renoncent pas à leurs aspirations hégémoniques, ils n'hésitent pas à utiliser les menaces et même l'agression impérialiste contre d'autres peuples du monde, en cherchant pour cela dans l'Union Européenne des gouvernements conservateurs alliés, comme le français, l'allemand, ou l'italien. L'espoir de changement avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche s'est vite envolé.

A ce jour, l'occupation menée par les Yankees dans les pays comme l'Afghanistan ou l'Irak persiste. Des milliers d'hommes armés appartenant aux troupes Etats-uniennes ou aux compagnies de sécurité privées veillent sur les intérêts de dizaines de multinationales de capital nord-américain dans ces pays. L'agression impérialiste en Lybie, conduite par l'OTAN, en est un autre exemple. Par ailleurs, un des emblèmes de l'infamie, la prison de Guantanamo, est toujours ouverte, portant atteinte à tous les principes du Droit International.

¹BRIC: acronyme anglais utilisé pour désigner les puissances économiques mondiales émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine).

Durant la dernière décennie, le monde a cessé d'être uni-polaire avec d'une part, l'apparition en force dans le panorama économique et politique internationale d'acteurs de premier ordre comme la Chine et l'Inde en Asie, le Brésil, l'Afrique du Sud ou la Russie, cette dernière luttant pour maintenir sa zone d'influence en Europe de l'Est et en Asie Centrale. Il y a d'autre part, tous les régimes progressistes d'Amérique Latine, avec en tête le Venezuela.

Ces Etats mènent leur propre politique économique et créent une réalité alternative, qui peut s'apprécier comme "pôle alternatif" à celle de l'UE ou des USA concernant les investissements et les relations internationales et qui menace l'hégémonie des Etats-Unis. Ces politiques entrent presque toujours en contradiction avec les intérêts hégémoniques des Etats-Unis et de l'UE sur d'autres continents, qui, il y a peu, étaient considérés comme l'« arrière-cour » des pays riches.

Un exemple clair est la politique d'expansion et l'influence croissante de la Chine sur tout le continent africain. Elle y passe des accords pour exploiter et acheter le pétrole et les matières premières et en contrepartie, elle aide au développement des pays avec la construction d'infrastructures, d'hôpitaux, etc. Mais tout cela dans l'intention d'obtenir une position hégémonique sur ce continent.

Quelques réalités du continent latino-américain sont toujours porteuses d'espoir et d'exemples pour les acteurs et actrices de gauche du monde entier, car elles suivent toujours le même chemin pris au départ, il y a déjà plus de 10 ans. Malgré les spécificités et les différences des situations dans chaque pays, inhérentes à la réalité de chacun, les contradictions et les obstacles existants, des éléments communs nous permettent de parler d'un virement à gauche ou virement progressiste dans les pays comme le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, ou l'Uruguay, pour ne citer que certains cas, et qui, avec Cuba et ses 50 ans de processus révolutionnaire, font contrepoids à l'impérialisme yankee dans ce continent

Les gouvernements progressistes et de gauche d'Amérique latine, ont choisi de renforcer le processus d'intégration de ce que Marti appelait " Notre Amérique", un processus vers une seconde indépendance, l'indépendance envers les Etats-Unis. Des espaces de coopération très intéressants sont à signaler comme l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) ou Unasur (Union des nations sud-américaines) ou encore la diffusion et la consolidation de la pensée bolivarienne

A ce sujet, nous saluons la récente création de la CELAC ("Communauté des Etats Latino-Américains et des Caraïbes"), dont la constitution a réuni 33 chefs d'Etats de toute l'Amérique (Etats-Unis et Canada exclus), représentant 550 millions d'habitants. La CELAC a pour objectif la libération des pays latino-américains de la tutelle traditionnelle des Etats-Unis et de l'Europe, rendant possible l'intégration des peuples, la résolution de leurs conflits et aussi la promotion du développement économique des pays qui la forment. Cependant, elle n'est pas libre des intérêts réformistes et de droite que défendent certains secteurs dans ces pays.

Quant au Moyen-Orient, le système d'appartheid sioniste d'Israël contre le peuple palestinien persiste avec le soutien explicite des Etats-Unis et la connivence des Etats de l'Union Européenne. Loin d'entreprendre un processus de négociation, le gouvernement de Netanyahu continue sa politique colonialiste et d'expansion en Cisjordanie, en y construisant de nouvelles colonies, ou en réalisant des crimes à grande échelle comme fut l'"opération plomb durci" début 2009, où Israël attaqua en toute impunité la population civile de Gaza, assassinant plus de 1400 civils.

Le Moyen-Orient aussi a récemment été le témoin de changements de gouvernements, lors du "printemps arabe". Même s'il existe des caractéristiques communes aux pays qui ont vécu ces change-

ments de régime (gouvernants qui comptent plusieurs décennies au pouvoir, absence de libertés individuelles et politiques, liberté d'expression limitée, etc.), on ne peut pas affirmer que tous les cas répondent au même schéma.

D'une part, dans les pays comme l'Égypte, la Tunisie, le Bahreïn ou le Yémen, les différents gouvernants comptaient sur le soutien des pays de l'UE et des USA (dans le cas du Bahreïn, ils sont toujours au pouvoir). En Égypte, en Tunisie et au Yémen, les révoltes étaient pacifiques et avaient une claire composante sociale. C'est le reflet du mal-être engendré par une situation économique désastreuse et un taux de chômage élevé surtout chez les jeunes, qui malgré une bonne formation et préparation, voient se dessiner devant eux un futur sans perspectives. Au Bahreïn, c'est la population chiite victime de la discrimination politique qui se révolte contre la monarchie sunnite. Dans tous les cas, les gouvernements et moyens de communication occidentaux étaient de connivence avec les gouvernements qui ont utilisé une grande répression contre les manifestants désarmés. Finalement, sauf dans le cas du Bahreïn, les gouvernements cités ont été déroutés, mais le système perdure entre les mains de militaires sans connaître de vrai changement.

Dans le cas de la Lybie et de la Syrie, même s'il existe des éléments communs, il y a aussi de grandes différences. S'il est vrai qu'il existait un certain mécontentement d'une partie de la population, alors que l'autre partie soutenait le gouvernement, il n'est pas moins vrai que l'UE (avec la France en tête) et les USA sont intervenus en armant certains secteurs de l'opposition et leur donnant une couverture politique et militaire.

L'agression impérialiste à la Lybie par l'OTAN est l'exemple le plus clair de ce que nous affirmons. Les USA, l'UE et Israël, profitent de ces événements pour installer des régimes favorables à leurs intérêts impérialistes et sionistes au Moyen orient (fonction que remplissait Ben Ali en Tunisie et Mubarak en Égypte). Ils l'ont déjà fait en Lybie, afin de contrôler cette zone d'une grande importance géo-stratégique et de s'appropriier les ressources énergétiques et minérales de ces pays, de la même manière qu'ils contrôlent ceux des pays du Golfe Persique. Selon ce schéma, tout à l'air d'indiquer que de nouvelles agressions contre la Syrie et l'Iran se préparent à moyen terme depuis Israël, les USA et certains pays de l'UE. La lutte pour le contrôle du pétrole et des matières premières dans un monde multi-polaire sera une constante au niveau international durant les prochaines décennies.

Dans cet ordre d'idée, les Etats Unis essaient que des pays comme la Chine ou l'Inde dont l'influence dans le panorama mondial est croissante, retournent à leur situation d'il y a un demi-siècle, afin de garantir le contrôle absolu de l'impérialisme occidental.

Depuis LAB, nous nous élevons contre l'agression impérialiste à la Lybie par l'OTAN, et tout type d'agression militaire étrangère, quel que soit le peuple attaqué. Cependant nous critiquons aussi les régimes Syrien et Iranien et le manque de libertés démocratiques que connaissent les peuples Kurde et Baloutche, par exemple, historiquement objets de répression dans ces Etats.

2. UNION EUROPÉENNE (UE) ET AMÉRIQUE DU NORD: ÉPICENTRE DE LA CRISE CAPITALISTE ACTUELLE

La crise financière la plus grande et la plus profonde depuis la seconde guerre mondiale s'est déclenchée aux Etats-Unis et s'est étendue à travers le monde. La nouveauté de cette crise ne réside pas seulement pas dans sa nature spéculative, mais aussi dans l'intensité et l'amplitude avec laquelle elle s'est répandue sur toute la planète.

On peut certainement trouver l'origine de cette crise financière dans la bulle immobilière Etats-unien-

ne et européenne ainsi que dans la politique de crédits irresponsable, avec le consentement de la Réserve Fédérale des Etats- Unis et de la Banque centrale européenne.

L'apparition des "hypothèques poubelles" (crédits concédés aux foyers peu solvables), l'émission de titres de valeurs à haut-risque associés ou dérivés de ces dernières et leur extension par les marchés financiers du monde entier, a finit par miner les balances d'importantes entités financières (certaines d'entre elles ont fait banqueroute et d'autres ont été sauvées ou recapitalisées). Tout cela a conduit ces entités au bord de l'effondrement, à cause de leur dérive vers la spéculation financière, à la recherche de la rentabilité maximum, objectif intrinsèque à l'avarice qui régit le système capitaliste.

Il faut dénoncer le rôle qu'ont joué les autorités chargées de surveiller le fonctionnement des systèmes financiers et de superviser les finances internationales. Leur passivité et même leur complicité ont contribué à la gestation de la crise et au fait qu'elle ait atteint la dimension et la profondeur que l'ont connaît.

Cette crise est la conséquence du fonctionnement de l'actuel modèle économique basé sur les principes d'enrichissement privé et de compétitivité avec comme priorité l'obtention du plus grand bénéfice. C'est de cette façon que s'impose un système de répartition de la richesse qui favorise le capital au détriment des salaires de la classe travailleuse, un modèle qui conduit à une plus grande concentration de la richesse et des niveaux d'inégalités sociales élevées.

Ce modèle a garanti les conditions de base pour l'apparition et le développement de grands mouvements de capital spéculatifs qui ont provoqué la situation actuelle, et qui entraînent ce même système vers l'échec économique et social.

Cela ne signifie pas que ce système soit mis en déroute, mais on ne peut pas parler non plus d'avancée en ce qui concerne l'efficacité économique et la justice sociale. Nous sommes devant un modèle qui perdure en privatisant les bénéfices et en socialisant les pertes. Un modèle qui, comme nous le savons toutes et tous, condamne des millions de personnes dans le monde à vivre dans la pauvreté, le manque d'eau potable, l'analphabétisme, etc.

Les politiques néolibérales appliquées en Europe (par les autorités de l'UE ainsi que les gouvernements des Etats membres) ont aussi contribué à générer les causes de la crise que traverse notre continent.

Les causes fondamentales sont les suivantes:

- la dérégulation du travail et les réductions des droits du travail comme mécanisme pour discipliner la classe travailleuse et imposer un modèle de distribution de la rente en faveur du capital et à l'encontre des salaires. Cela a provoqué la progressive diminution de la participation salariale à la richesse générée et a affaibli la demande interne.
- La préoccupation obsessionnelle de la Banque Centrale Européenne pour le contrôle de l'inflation contraste avec l'abandon des autres objectifs économiques, comme la croissance de l'emploi ou la stabilité des marchés financiers.
- La mise en place d'une politique fiscale néo-libérale destinée à réduire au maximum les coûts publics et le poids du secteur public dans l'économie et, parallèlement, la promotion de toutes les privatisations dans tous les secteurs de l'économie.

La libéralisation des mouvements de capitaux et la dérégulation des marchés financiers ont contribué à l'apparition de produits financiers complexes destinés à l'inversion spéculative au détriment de l'inversion productive.

La politique d'imposition favorable aux rentes du capital et à la spéculation, comme la protection des paradis fiscaux

La tolérance et l'application d'un modèle de croissance non durable.

Il faut souligner aussi qu'on estime que 25% du PIB mondial se base sur « la face cachée » du système de libre-marché capitaliste. C'est-à-dire sur les gains provenant du blanchiment d'argent dans les paradis fiscaux, argent provenant du marché de la drogue, du proxénétisme et autres activités criminelles. Il a été démontré qu'une grande partie de cet « argent noir » a été destiné aux bulles financières immobilières.

Curieusement les mesures adoptées par les Etats-Unis au sein de l'UE a consisté essentiellement à destiner d'énormes quantités d'argent pour secourir le système financier de faillites bancaires² et non pour éviter ou freiner l'expansion du système capitaliste financier.

A ce propos, l'important déploiement de recours destinés à sauver le système financier en injectant du capital et fournissant de la liquidité aux banques durant des décennies de croissance économique, contraste avec les faibles efforts pour protéger l'emploi, combattre le chômage et garantir un niveau de revenu digne aux secteurs de la population traversant les difficultés économiques les plus grandes.

Cette façon de procéder confirme les intérêts corporatifs qui se cachent derrière les décisions de l'UE et sa faible sensibilité pour faire face aux conséquences sociales de la récession économique. En définitive, c'est miser sur le capitalisme du modèle actuel de construction Européenne. Cela reflète, de plus, un dangereux modèle d'économisation de la politique.

La situation s'aggrave davantage si on tient en compte que les banques européennes - beaucoup d'entre elles après avoir renfloué leurs comptes avec les fonds publics - font un chantage permanent aux Etats de l'Union Européenne en achetant leur dette publique à faibles intérêts. C'est-à-dire que les grandes banques européennes ont destiné une partie significative des aides publiques à l'achat de la dette publique, valeur sûre en époque d'incertitude économique. Au lieu de stimuler l'inversion privée dans l'économie réelle, elles ont agité de nouveau de façon spéculative.

Il est important de souligner que la Banque Centrale Européenne, à la différence de la Réserve Fédérale des Etats-Unis, de la Banque du Japon ou celle de Chine, ne peut émettre de bons de dette publique, ni acheter ceux des pays membres. Ses compétences consistent presque exclusivement à ajuster les types d'intérêts à l'inflation. Cela conduit une entité dont les membres ont été élus démocratiquement (comme cela a lieu avec pratiquement la totalité des organes décisifs de l'UE), à dicter la politique monétaire des pays membres de la UE. La BCE « ne peut pas » prêter d'argent aux Etats membres si elle l'avait fait préalablement en conditions avantageuses aux principales banques.

Pour comprendre le moment que nous vivons, il faut prendre en compte le rôle que jouent les agences d'évaluation des risques (agences de rating). En théorie, ces entreprises informent les investisseurs sur la valeur des produits financiers et la rentabilité des émetteurs, que ce soient les Etats ou les entreprises. Mais il faut dire que seulement trois entreprises³ forment l'oligopole dans le secteur du rating, elles détiennent donc un énorme pouvoir pour conditionner et faire pression sur les Etats, en orientant dans un sens ou dans l'autre les marchés des investisseurs. Ces entreprises évaluent con-

²Les USA ont versé 9,7 milliards de dollars aux institutions financières à problème et les pays de l'UE 2,3 milliards.

³Standard & Poor's, Moody's y Fitch

tinuellement à la baisse les économies des différents Etats de l'Union Européenne, et par conséquent les bons de dette émis par ces Etats, faisant diminuer leur valeur. Le cas de la Grèce est paradigmatique, mais ce n'est pas le seul, nous avons aussi le Portugal, l'Irlande, l'Italie, l'Etat Espagnol et même récemment l'Etat français.

En conclusion, après la « bulle immobilière » qui a donné lieu à l'explosion de la crise en 2008, les entités financières ont eu recours, après avoir reçu des milliards d'euros et de dollars de l'argent public, à la spéculation avec les matières premières⁴ et à la création d'une nouvelle « bulle », dans ce cas celle de la dette souveraine des Etats de l' UE.

Presque la totalité des gouvernements de l'Union Européenne (UE) profitent de l'excuse de la crise capitaliste pour approfondir leur projet de « refondation du capitalisme » comme l'a annoncé Sarkozy.

Nous assistons ainsi à une prise de pouvoir dans les différents Etats de la UE par des technocrates qui ont joué un rôle déterminant dans les banques et les entreprises de rating, comme nous l'avons vu en Grèce, en Italie ou dans l'Etat Espagnol. Si nous ajoutons à cela les politiques qui sont en train de se mettre en place et dont nous avons parlé précédemment, nous pouvons affirmer que nous sommes en présence d'une véritable « dictature du monde financier ».

Les mesures adoptées apparaissent déjà largement détaillées dans le Traité de Lisboa, signé en 2007 et avec la crise comme prétexte, ces mesures se sont mises en place progressivement, avec même un approfondissement de cette ligne. L'axe principal est le contrôle du déficit public et donc la limitation maximum des dépenses publiques dans le domaine social, et utilisant comme élément de chantage la croissance des intérêts de la dette.

Les mesures concrètes sont essentiellement les mêmes dans tous les pays:

- Réduction salariales aux employé-e-s publics
- Plus grande flexibilisation du marché du travail, à travers la baisse du coût des licenciements et la flexibilité horaire des travailleuses et des travailleurs.
- Réduction des prestations sociales, des dépenses sociales, augmentation de l'âge de la retraite et durcissement des requis pour accéder aux pensions.
- Augmentation des privatisations, avec diminution de la présence du secteur public.
- Gel des investissements (6 milliards d' € en Espagne, en Grèce et au Portugal).
- Augmentation des impôts. Exemple de la TVA (de 16 à 18% dans l'Etat Espagnol, de 21% à 23% en Grèce et de 20% à 21% au Portugal).
- Elimination ou limitation des plans et des politiques d'égalité de genre ou de normalisation linguistique.

Toutes ces mesures ont été adoptées de façon brutale dans l'Etat Espagnol, en Grèce, au Portugal, en Italie en Irlande et moins intensément mais aussi partiellement dans l'Etat Français, le Royaume Uni, la Belgique et même l'Allemagne.

Depuis la perspective de genre, il faut souligner que ces politiques d'élimination des dépenses publiques se sont déjà traduites par des réductions massives des prestations et des aides sociales, des infrastructures, des droits et des services destinés au bien-être collectif de la société.

⁴C'est une des causes de la famine en Somalie, à laquelle s'ajoutent la sécheresse, l'importante corruption et le désordre politique que connaît le pays. Ces mouvements spéculatifs ont eu comme conséquence une augmentation démesurée du prix de l'alimentation et par conséquent de la faim dans le monde.

Une conséquence évidente de cette situation: quand les services sociaux disparaissent, c'est l'unité familiale qui doit faire face aux nécessités que ne prend plus en charge l'administration publique. De plus, conséquence du système patriarcal-bourgeois dominant dans lequel nous vivons et la répartition injuste des tâches qui en est issu, ce sont les femmes qui prennent en charge la plupart du temps les soins aux personnes, ce qui augmente leur charge de travail (travail non rémunéré).

Contrairement au discours officiel des grands moyens de communication, on connaîtra une stagnation économique, il y aura aussi une baisse significative de la consommation et de l'investissement privée, fait directement lié à la perte du pouvoir d'achat comme dans l'actualité.

Les mesures qu'appliquent à ce jour des organismes profondément antidémocratiques dans leur composition et élection, que sont le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) ou la Banque Centrale Européenne (BCE), avaient déjà été utilisées dans les années 70, 80 et 90 du siècle dernier dans les pays du Centre et du Sud de l'Amérique. Les résultats de ces politiques sont bien connus de toutes et tous: c'est l'augmentation de la pauvreté et l'exclusion sociale. Heureusement, ces dernières années, la population refuse en majorité ces politiques et élit dans de nombreux pays, des gouvernements de gauche.

Comme conséquence de la récession économique, mais aussi des mesures adoptées, la classe travailleuse européenne est victime de la logique féroce et implacable du capital: "logique" irrationnelle qui se traduit par l'augmentation du chômage et de la pauvreté et la réduction des droits du travail et des prestations sociales.

Les chiffres⁵ sont révélateurs: L'année dernière, dans l'ensemble de l'Union Européenne (UE-27), le chômage a atteint 9.8% de la population (10.3% dans la zone euro).

L'année 2010 s'est terminée avec un total de 23.67 millions de chômeurs dans la UE, des 16.37 millions qui se trouvaient dans la zone Euro.

Les pays qui ont le taux de chômage le plus bas sont l'Autriche (4%), le Luxembourg (4,9%), la Hollande (4,9%) et l'Allemagne (5,5%); tandis que l'Etat espagnol (22,9%), la Grèce (18,8% en septembre) la Lituanie (15,3% au troisième trimestre) et la Lettonie (14,8% au troisième trimestre) sont les pays au taux de chômage le plus élevé.

L'Etat Espagnol double la moyenne de l'Europe et s'éloigne de l'Autriche qui a le taux le plus bas.

Les pays qui connaissent les plus forts taux de chômage chez les jeunes sont l'Etat Espagnol (49,6%), la Grèce 46,6% (en septembre 2011) et la Slovaquie (35,1%); tandis que les plus bas se trouvent en Allemagne (8,1%), en Autriche (8,3%) et en Hollande (8,6%).

Chez les femmes, les taux de chômage sont aussi éloquentes. Dans l'Europe des 27, le chômage féminin a atteint en novembre 2011 une moyenne de 10 % (9,7% en novembre 2010), alors que dans l'Etat espagnol il est passé de 20,8% à 23% et représente ainsi plus du double de la moyenne européenne.

C'est un fait qu'en temps de crise et de récession économique, comme celle que nous vivons, les femmes et les collectifs les plus soumis aux situations de précarité (les jeunes, les immigrés...) sont ceux qui connaissent les premiers la perte d'emploi et les chiffres du chômage le démontrent.

⁵Source Eurostat: novembre 2011

Il faut souligner qu'il existe des alternatives aux mesures néolibérales qui sont appliquées jusqu'alors et elles passent nécessairement par une augmentation des dépenses publiques, afin de stimuler la consommation et la croissance économique.

Aussi, on ne peut pas comprendre comment les responsables de cette crise n'ont jamais eu à s'expliquer pour leur néfaste gestion; et que beaucoup d'entre eux aient même été gratifiés de la présidence de leur pays, comme cela s'est passé avec les derniers présidents en Grèce et en Italie.

Alors que ni les responsables politiques, ni les gestionnaires de cette crise (banquiers, hauts cadres...) n'ont répondu de leurs actes devant la justice, il est scandaleux que des actions pénales soient engagées dans l'Etat Espagnol contre les gestionnaires publics qui n'acceptent pas la politique décrétée par le PP visant à limiter drastiquement la dépense publique et sociale. Pendant que les responsables de la crise en sortent indemnes et même grandis, tout responsable public, politique ou non, qui ne suit pas l'ordre ultralibéral qu'ils essaient d'imposer, est poursuivi, démonstration significative d'autoritarisme politique.

C'est un problème de volonté politique. Un exemple clair en Europe est l'Islande: c'est le seul pays où la majorité de la population a pu se prononcer sur les mesures économiques à adopter suite à la banqueroute généralisée qu'a connue le pays. La majorité de la population a voté deux fois en faveur du non-paiement de la dette aux banques étrangères. Par ailleurs, des mesures pénales ont été prises dans ce pays contre les dirigeants des banques islandaises et contre l'expremier ministre, pour sa responsabilité durant la crise.

3.- LA QUESTION NATIONALE

Dans le domaine politique, il faut rappeler la validité du Droit à l'autodétermination au niveau mondial, Europe incluse. Nous avons un exemple avec la création de l'Etat du Soudan du Sud en 2010.

Le cas de l'Ecosse est spécialement paradigmatique. Le gouvernement conservateur britannique a reconnu le droit des écossais à décider librement de leur avenir. Le processus d'autodétermination de l'Ecosse sera un miroir dans lequel les autres Nations d'Europe revendiquant notre souveraineté pourrons nous voir, conscients de la spécificité que revêt chaque processus de libération nationale.

C'est aussi le reflet de la crise de légitimité dont souffrent les Etats actuels d'Europe et les politiques de leurs gouvernements concernant les nations qui leur sont soumises. Comme le Pays Basque (Euskal Herria), elles sont nombreuses à exiger majoritairement et clairement le respect de la souveraineté politique: il y a la Catalogne, le Groenland, La Flandre, etc.

4.- LE BESOIN D'UN NOUVEAU MODÈLE SYNDICAL AU NIVEAU MONDIAL ET EUROPÉEN

La crise actuelle du système et l'offensive contre les systèmes de protection sociale et contre les droits du travail et syndicaux a pu être menée à bien dans l'Union Européenne grâce à la faiblesse de la gauche conséquente qui lutte historiquement contre le système capitaliste. La lutte idéologique engagée par le système à travers les moyens de communication de masse a laissé en évidence le besoin que nous, la gauche conséquente, avons de nous réorganiser au niveau mondial et européen, laissant de côté les différences superficielles.

De même, le besoin de refonder et caractériser différemment la lutte syndicale en Europe est évi-

dent, en misant sur un syndicalisme de classe remettant en cause depuis ses fondements l'ordre capitaliste et adoptant un caractère sociopolitique clair.

Analyse de LAB
sur la situation
internationale

Nous considérons **qu'il y a deux modèles syndicaux en jeu sur notre continent:**

1.- D'une part, le modèle répandu en Europe et représenté au niveau international par la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Il y a évidemment des exceptions parmi les syndicats qui appartiennent à ces confédérations, mais elles sont peu nombreuses.

C'est un modèle syndical en crise et avec une perte d'incidence et de légitimité sociale importante, malgré le fait d'être majoritaire.

Il s'agit d'un modèle qui ne remet pas radicalement en question l'ordre capitaliste et donc qui n'envisage pas de le dépasser, au contraire, il prétend lui donner un "visage plus humain". Un modèle syndical, qui malgré certaines nuances, a assumé la défense du développement de la surconsommation, de l'euro-impérialisme. Dans cette ligne, il a défendu le modèle de construction de l'actuelle UE, appelant même au vote favorable dans les différents référendums réalisés à l'effet, il est même arrivé à justifier les agressions impérialistes⁴.

Ce modèle présente les caractéristiques suivantes:

- Encourager le soi-disant "**dialogue social**". Ce modèle de "dialogue social" que nous connaissons en Europe et spécialement dans l'Etat espagnol, est un instrument des différents gouvernements pour donner à leur politiques antisociales et néolibérales une apparence de légitimité syndicale et donc sociale. C'est un instrument pour légitimiser le capitalisme. Il n'y a pas de dialogue ou de négociation réels. Ils laissent de côté la mobilisation dans la rue comme élément légitime de pression et ils entrent dans une dynamique de réunions stériles, qui se limitent à maquiller les projets de lois dont les contenus sont établis par les gouvernements.
- **Le concept même de lutte syndicale, considérée comme un élément isolé, en marge des autres luttes et mouvements sociaux.** Cela a conduit à ce que d'importants segments de la population (jeunes, femmes, immigrants, travailleuses et travailleurs précaires, chômeurs-es), ne s'identifient pas avec ce syndicalisme masculin, appartenant au secteur industriel et assez âgé, qui représente aussi un secteur de la population active toujours moins nombreux.
- Leur **dépendance des subventions publiques** qui les amène à soutenir les politiques des gouvernements en place.

2.- D'autre part, nous avons **un modèle syndical de classe, de confrontation et alternatif.**

Il s'agit d'un modèle syndical très critique par rapport au précédent et qui essaie de construire un syndicalisme différent, transformateur en suivant d'autres références .

Cet autre modèle syndical, dont LAB fait partie, est représenté (mais pas seulement) au niveau mondial par la Fédération Syndicale Mondiale, par le Bureau Régional Européen de la FSM, par la Plateforme des Syndicats de Nations Sans Etat (PSNSE) et par la Plateforme des Syndicats Alternatifs

⁴Le dernier cas en date est la justification de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), ou CCOO et UGT dans l'Etat Espagnol de l'agression impérialiste contre le peuple Lybien

d'Europe au niveau européen. Certains syndicats qui appartenaient à la CES et d'autres petits syndicats européens y sont regroupés. Même s'il s'agit de syndicats dont les origines sont très différentes, dans l'actualité, beaucoup d'entre nous avons un discours similaire, face à l'UE, concernant les causes de la crise et comment la combattre et le même point de vue sur les défis du syndicalisme. Les syndicats qui luttons et menons la réponse à la crise actuelle en Europe appartenons à ce groupe.

Ses principaux signes d'identité sont les suivants:

- **Le rejet de ce que l'on appelle aujourd'hui le "dialogue social"**, qui n'est ni un "dialogue" ni "social". Le moyen de défendre les droits de la classe travailleuse et d'obtenir des progressions dans nos revendications est la lutte syndicale, dans les centres de travail (domaine de négociation collective) et dans la rue. C'est consolider un syndicalisme de lutte et de confrontation, un syndicalisme qui remet fondamentalement en question l'ordre capitaliste, particulièrement en ces moments de crise.
- La défense d'un **syndicalisme sociopolitique**. La lutte syndicale n'est, ni ne peut ou ne doit être une lutte isolée des autres luttes sociales et elle doit être un agent actif dans ces autres luttes politiques et sociales. De ce fait, on recherche des alliances avec d'autres mouvements sociaux et populaires, de jeunes, de femmes, écologistes, internationalistes, etc.
- La volonté de développer un syndicalisme de femmes et d'hommes en situation d'égalité.
- L'indépendance et autonomie financière des administrations et institutions publiques. La source de financement du syndicat doit provenir essentiellement de l'affiliation à celui-ci. C'est la claire défense de l'autonomie financière considérée comme requis indispensable pour pouvoir conserver une ligne revendicative propre et ne peut être conditionné, ni soumis au chantage des administrations et institutions publiques.

Le défi du syndicalisme européen pour les années à venir est de créer des ponts entre les différents syndicats de classe européens et de dépasser les divisions et malentendus du passé entre les syndicats qui avons la même lecture de la réalité, afin de donner des réponses coordonnées. Il est nécessaire de créer une coordination stable entre les syndicats qui menons une critique radicale de l'ordre capitaliste et de l'actuel modèle néolibéral de construction européenne.

Malgré les difficultés objectives que la lutte syndicale traverse dans beaucoup de pays de l'Union Européenne, il est important de souligner que durant ces dernières années, il y a eu d'importantes luttes en Europe, menées par les syndicats les plus combattifs. Nous avons l'exemple des travailleurs grecs, italiens et français ou portugais, qui comme la classe travailleuse basque, sont descendus dans les rues à plusieurs reprises pour lutter contre les réductions des Droits du travail ou de la dépense publique

5. LAB DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL: LIGNES D'ACTION

LAB, comme nous l'avons signalé plus haut, sera un agent actif de la lutte contre le système actuel de globalisation néolibérale, qui donne la priorité au capital et à l'argent au détriment des personnes. LAB travaillera dans l'objectif d'articuler, depuis la souveraineté des peuples et le socialisme, une alternative au système capitaliste actuel qui condamne à la pauvreté et à l'exclusion sociale des millions de personnes en Europe et dans le monde entier.

Nous lutterons contre les privatisations, pour l'égalité de genre, contre la destruction de l'environnement, pour les Droits des Peuples et donc contre l'imposition de l'ordre impérialiste et néolibéral que les gouvernements de la plupart des Etats imposent au niveau mondial. Dans ce sens, nous nous opposons aux politiques mises en place par le FMI, la Banque Mondiale, l'Union Européenne et les gouvernements des différents Etats qui la composent, et basées sur la réduction des dépenses sociales, la privatisation du système de santé et d'éducation, la dérégulation de la négociation collective et l'individualisation des

relations du travail, la baisse du coût de licenciement, la réduction des pensions et l'augmentation de l'âge de la retraite.

LAB défend le droit à l'autodétermination pour le Pays Basque (Euskal Herria) et pour toutes les Nations du monde. La classe travailleuse des nations sans Etat devons faire face à une double oppression, l'oppression de classe et l'oppression nationale. A cet égard, et comme jusqu'à ce jour, nous participerons à la Plateforme des Syndicats des Nations Sans Etat (PSNSE) et nous encouragerons son action.

De même, nous réaffirmons notre compromis avec la Fédération Syndicale Mondiale (FSM). Nous partageons le plan d'action approuvé lors du 16e Congrès de la FSM, en avril 2011; ainsi que la défense du syndicalisme de classe et combatif, dont le principal représentant selon nous est la Fédération Syndicale Mondiale. Comme la FSM, LAB considère que la lutte contre l'ordre capitaliste et contre l'impérialisme au niveau mondial est primordiale.

LAB rencontrera les syndicats de la FSM et aussi tous les syndicats qui, même s'ils ne sont pas membres de la FSM ou de la PSNSE, partagent une vision similaire concernant la nécessité de lutter pour un syndicalisme sociopolitique, de classe et pour le socialisme et la liberté des peuples au niveau mondial. L'essentiel pour nous est le modèle syndical: nous défendons un syndicalisme de lutte, sociopolitique, autonome politique et financièrement.

Nous croyons que le mouvement syndical européen doit urgemment créer des alliances entre tous les syndicats qui critiquent l'actuel processus de construction néolibéral européen, qui porte atteinte à la moindre notion de justice sociale et qui cherche à démanteler le peu de soi-disant "Etat providence" qui nous reste.

La participation de LAB au Bureau Régional Européen de la FSM et nos relations dans le **domaine européen** avec d'autres syndicats auront pour objectif de renforcer le mouvement syndical de classe et alternatif européen, afin de créer une alternative solide au syndicalisme majoritaire dans l'UE, qui a participé activement au processus de création de l'Europe néolibérale que nous connaissons aujourd'hui.

Les processus d'intégration du **Centre et du Sud de l'Amérique**, basés sur des programmes progressistes et de gauche, revêt à notre avis une importance spéciale. En ce sens, dans les années à venir nous approfondirons notre relation avec les centrales syndicales d'Amérique Latine progressistes et dans le cadre de l'ESNA ("Rencontre Syndicale Notre Amérique"), qui rassemble chaque année des centaines d'organisations syndicales sur ce continent.

L'internationalisme est un signe d'identité de notre syndicat. Nous continuerons d'encourager la lutte internationaliste comme nous l'avons fait jusqu'à présent, en dénonçant l'assassinat de syndicalistes dans les pays du monde où cela a lieu, ainsi que la répression syndicale. Nous soutiendrons la lutte pour l'autodétermination d'autres nations du monde comme par exemple, le Sahara, la Palestine, le Kurdistan, l'Ecosse ou le Groenland.

Les **différentes fédérations et secteurs du syndicat** devront assumer comme propre l'action syndicale dans le domaine international, en suivant toujours les critères établis au niveau confédéral.

Dans chaque cas, on évaluera s'il convient de participer aux **Comités d'Entreprise Européens**, avec l'accord préalable de la section syndicale de l'entreprise concernée.